

F. 2000 — 2615

[C — 2000/31338]

20 JUILLET 2000. — Arrêté 2000/777 du Collège de la Commission communautaire française relatif à la formation prolongée et à la reconversion professionnelle dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu le Décret II du Conseil de la Communauté française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, approuvé par décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 18 décembre 1995, notamment les articles 12 et 13;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, donné le 18 mars 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 juillet 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les centres de formation permanente des Classes moyennes et les chefs d'entreprise doivent impérativement connaître les nouvelles dispositions relatives à la formation prolongée et à la reconversion professionnelle dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises avant le début de la prochaine année de formation fixée au 1^{er} septembre 2000;

Considérant que, par conséquent, l'arrêté doit être publié et doit entrer en vigueur dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Membre du Collège, chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle l'organisation de la formation prolongée et de la reconversion en application des articles 12 et 13 de l'Accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, approuvé par décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 18 décembre 1995;

Art. 2. Le centre de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ci-après dénommé "le centre", introduit, auprès de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises auprès de l'IFPME, ci-après dénommé "l'Institut", une demande d'agrément préalable à l'organisation d'une activité de perfectionnement, d'un cours de recyclage ou d'une activité de reconversion, au plus tard dans les quinze jours qui précèdent l'activité.

Art. 3. La demande d'agrément doit être conforme aux conditions et modalités fixées par l'Institut.

Art. 4. § 1^{er} Pour pouvoir être agréées, les activités de perfectionnement visées à l'article 10 de l'Accord de coopération susmentionné doivent répondre aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° avoir une durée minimale de deux heures et maximale de trois heures par séance;
- 2° comporter un maximum de deux séances par jour pour un même auditoire;
- 3° comporter au maximum dix séances pour un même auditoire;
- 4° s'adresser à dix participants, sauf dérogation accordée par l'Institut.

§ 2. Pour pouvoir être agréés, les cours de recyclage, visés à l'article 11 de l'Accord de coopération susmentionné, doivent répondre aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° être conformes à un programme répondant aux impératifs du recyclage;
- 2° s'adresser à huit participants au moins sauf dérogation accordée par l'Institut;
- 3° comporter 24 heures au moins et 72 heures au plus, sauf dérogation accordée par l'Institut.

Art. 5. § 1^{er}. Les activités de reconversion professionnelle s'adressent :

- soit à des personnes susceptibles de devoir cesser leur activité professionnelle, pour un motif reconnu valable par l'Institut;

- à des petites et moyennes entreprises, en ce compris les indépendants en personnes physiques, confrontées à un processus de mutations technologiques ou économiques, pour favoriser la formation et la reconversion professionnelle du chef d'entreprise, du conjoint aidant ou de leurs salariés.

§ 2. Pour pouvoir être agréées, les activités de reconversion professionnelles, visées à l'article 1^{er} 4° de l'Accord de coopération, doivent répondre aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° s'adresser à quatre participants au moins sauf dérogation accordée par l'Institut;
- 2° comprendre au maximum 256 heures de cours et de stage pratique; être conforme à un programme répondant aux impératifs de la reconversion et agréé par l'Institut.

Art. 6. L'Institut fixe les conditions auxquelles doivent répondre les formateurs de la formation prolongée et de la reconversion professionnelle.

Art. 7. § 1^{er}. Une subvention est accordée par l'Institut, dans les limites des crédits budgétaires pour les activités et cours visés à l'article 2 ayant fait l'objet d'un agrément.

§ 2. Les subventions sont accordées pour les cycles de perfectionnement ou les cours de recyclage lorsque la moyenne des présences est bien atteinte sur l'ensemble de l'activité.

Art. 8. L'Institut est chargé de la coordination pédagogique des activités de perfectionnement, des cours de recyclage et des activités de reconversion.

La coordination pédagogique comprend l'examen :

- du contenu des programmes et de leur structure;
- des méthodes pédagogiques adoptées;
- des conditions matérielles dans lesquelles se déroulent les activités de formation.

Art. 9. L'Institut peut engager des conseillers en formations, chargés d'assurer les missions visées à l'article 8.

Art. 10. L'Institut fixe les conditions de recrutement, les mesures et les modalités d'agrément des conseillers en formation visés à l'article 9.

Art. 11. L'Institut organise une évaluation au terme des activités de perfectionnement, des cours de recyclage et des activités de reconversion, selon les conditions et modalités qu'il détermine.

Art. 12. Le centre remet à l'auditeur qui a réussi l'évaluation visée à l'article 11 un certificat de réussite visé par l'Institut.

Art. 13. Le présent arrêté abroge les articles 1 à 3 et 5 à 7 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 octobre 1991 relatif à la formation prolongée, à la reconversion professionnelle et au perfectionnement pédagogique complémentaire.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2000.

Art. 15. Le Membre du Collège, chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juillet 2000.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,

Président du Collège de la Commission communautaire française

E. ANDRE,

Membre du Collège, chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes

VERTALING

N. 2000 — 2615

[C — 2000/31338]

20 JULI 2000. — Besluit 2000/777 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de voortgezette opleiding en de beroepsomscholing in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap, welk de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie toewijst;

Gelet op het samenwerkingsakkoord betreffende de Permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht van het "Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, goedgekeurd bij Decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1995, inzonderheid op de artikelen 12 en 13;

Gelet op het advies van de Raad van Beheer van het "Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", gegeven op 18 maart 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 17 juli 2000;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het "Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", de Centra voor permanente vorming voor de Middenstand, de leersecretarissen, de ondernemingshoofden, de leerlingen en de stagiairs dwingend de nieuwe bepalingen betreffende de voortgezette opleiding en de beroepsomscholing in de Permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen vóór het begin van het volgende opleidingsjaar, vastgelegd op 1 september 2000, moeten kennen;

Overwegende dat het besluit bijgevolg zo spoedig mogelijk bekendgemaakt moet worden en in werking moet treden;

Op de voordracht van het Lid van het College tot wiens bevoegdheid de professionele en permanente vorming voor de Middenstand behoort,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt de organisatie van de voortgezette opleiding en van de beroepsomscholing in toepassing van de artikelen 12 en 13 van het samenwerkingsakkoord inzake de permanente opleiding voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht van het "Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", gesloten op 20 februari 1995, goedgekeurd bij decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1995.

Art. 2. Het Centrum voor permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, hierna "het Centrum" genoemd, dient bij het "Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", hierna "het Instituut" genoemd, een aanvraag tot erkenning in vóór het organiseren van een volmakingsactiviteit, van een bijscholingscursus of van een omscholingsactiviteit, uiterlijk binnen de veertien dagen vóór deze activiteit.

Art. 3. De aanvraag tot erkenning moet met de door het Instituut bepaalde voorwaarden en modaliteiten overeenstemmen.

Art. 4. § 1. Om erkend te kunnen worden moeten de volmakingsactiviteiten bedoeld in artikel 10 van het bovenvermelde samenwerkingsakkoord aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen :

- 1° een minimale duur van twee uur en een maximale duur van drie uur per zitting hebben;
- 2° ten hoogste twee zittingen per dag omvatten voor een zelfde auditorium;
- 3° ten hoogste tien zittingen omvatten voor een zelfde auditorium;
- 4° zich richten tot tien deelnemers, behalve afwijking toegestaan door het Instituut.

§ 2. Om erkend te kunnen worden moeten de bijscholingscursussen bedoeld in artikel 11 van het bovenvermelde samenwerkingsakkoord aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen :

- 1° overeenstemmen met een programma dat aan de bijscholingsbehoeften beantwoordt;
- 2° zich richten tot minstens acht deelnemers, behalve afwijking toegestaan door het Instituut;
- 3° minstens 24 uur en hoogstens 72 uur omvatten, behalve afwijking toegestaan door het Instituut;

Art. 5. § 1. De omscholingsactiviteiten richten zich :

- hetzij tot personen die hun beroepsactiviteit moeten stopzetten, om een door het Instituut als geldig erkende reden;

- hetzij tot kleine en middelgrote ondernemingen, met inbegrip van zelfstandigen als natuurlijke personen, die met een proces van technologische of economische veranderingen geconfronteerd zijn, om de beroepsopleiding en -omscholing van het ondernemingshoofd, van de helpende echtgenote of van hun werknemers te begunstigen.

§ 2. Om erkend te kunnen worden moeten de omscholingsactiviteiten bedoeld in artikel 1, 4° van het samenwerkingsakkoord aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen :

- zich richten tot minstens vier deelnemers, behalve afwijking toegestaan door het Instituut;
- maximum 256 uren cursus en praktijkstage omvatten;

overeenstemmen met een programma dat aan het doel van de omscholing beantwoordt en door het Instituut erkend is.

Art. 6. Het Instituut bepaalt de voorwaarden, waaraan de lesgevers van de voortgezette opleiding en van de beroepsomscholing moeten voldoen.

Art. 7. § 1. Er wordt door het Instituut een subsidie toegekend, binnen de grenzen van de budgettaire kredieten, voor de activiteiten en cursussen bedoeld in artikel 2, welke erkend zijn geweest.

§ 2. De subsidies worden voor de volmakingscycli of de bijscholings-cursussen toegekend, wanneer het gemiddelde aantal aanwezigen over het geheel van de activiteit bereikt wordt.

Art. 8. Het Instituut wordt met de pedagogische coördinatie van de volmakingsactiviteiten, bijscholingscursussen en omscholingsactiviteiten belast.

De pedagogische coördinatie omvat het onderzoek :

- van de inhoud van de programma's en hun structuur;
- van de aangenomen pedagogische methoden;
- van de materiële omstandigheden, waarin de opleidingsactiviteiten verlopen.

Art. 9. Het Instituut kan opleidingsadviseurs aanwerven, die belast worden met de opdrachten bedoeld in artikel 8.

Art. 10. Het Instituut bepaalt de aanwervingsvoorwaarden, de erkenningsmaatregelen en -modaliteiten van de opleidingsadviseurs bedoeld in artikel 9.

Art. 11. Het Instituut organiseert een evaluatie na afloop van de volmakingsactiviteiten, bijscholingscursussen en omscholingsactiviteiten, volgens de voorwaarden en modaliteiten die het bepaalt.

Art. 12. Het Centrum reikt aan de cursist, die in de evaluatie bedoeld in artikel 11 geslaagd is, een getuigschrift uit, welk door het Instituut gevisieerd wordt.

Art. 13. De artikelen 1 tot 3 en 5 tot 7 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 1991 betreffende de voortgezette opleiding, de beroepsomscholing en de aanvullende pedagogische volmaking worden door dit besluit opgeheven.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2000.

Art. 15. Het Lid van het College, tot wiens bevoegdheid de beroeps- en permanente vorming voor de Middenstand behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 juli 2000.

Voor het College van de Franse Gemeenschap :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

E. ANDRE,

Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en de Permanente Opleiding van de Middenklasse